

– Avis adressé au Conseil du contentieux des étrangers en date du 9 octobre 2009 –

Avis du HCR

**rendu sur pied de l'article 57/23 bis de la loi du 15 décembre 1980
sur l'accès au territoire, le séjour,
l'établissement et l'éloignement des étrangers**

relatif à la demande d'asile de

Mme Y.

(SP N° 6.124.099 – CG N° 0713748Z – CCE N° 44.916)

En date du 30 juillet 2007, Mme Y. a introduit une première demande d'asile, transmise au CGRA le 6 août 2007. Le 7 mars 2008, le CGRA lui a refusé tant le statut de réfugié que celui de protection subsidiaire. Par son arrêt du 22 mai 2008, le Conseil du contentieux des étrangers (CCE) a déclaré irrecevable le recours déposé, au motif qu'il n'était pas accompagné du nombre de copies prévu par la loi. Le CCE ne s'est donc pas prononcé sur le fond quant à la protection dont devrait bénéficier Mme Y. Le 18 juillet 2008, cette dernière a introduit une deuxième demande d'asile motivée par la crainte de voir sa fille, F., née le 30 décembre 2006, subir des mutilations génitales. Le 17 juillet 2009, le CGRA a rendu une décision de refus d'octroi du statut de réfugié et de celui de protection subsidiaire.

Résumé du récit de fuite

D'après ses déclarations, Mme Y., de nationalité somalienne, est née le 3 décembre 1977 à Mogadiscio. Son père, somalien, fait partie du clan des Horrone, tandis que sa mère, de nationalité éthiopienne, est d'origine Oromo. Durant son enfance à Mogadiscio, Mme Y. a subi une forme grave d'excision¹. Aux environs de sa douzième année, Mme Y. a déménagé avec le reste de sa famille à Zeylac, son père militaire ayant été transféré vers cette ville. Lorsqu'elle a eu 16 ans, son père a voulu la donner en mariage à un homme âgé, Mohamed Ali, déjà père de nombreux enfants. Mme Y. a refusé ce mariage et a fui vers Dire Dawa (Éthiopie).

Le 17 juin 1997, Mme Y. a épousé B. (clan Hawiye, sous-clan Sheikhal), commerçant somalien originaire de Mogadiscio, et s'est installée avec son époux dans cette ville. L'époux de Mme Y. exploitait, avec deux partenaires du clan Habr-Gedir, une affaire d'import-export de confection. En janvier 1998 est né leur premier fils, N. Cette naissance fut accompagnée de sérieux problèmes, compte tenu de l'excision subie par Mme Y. dans son enfance. Après l'accouchement, Mme Y. fut à nouveau infibulée, sous la pression des traditions. Le 17 janvier 1999 et le 3 octobre 2001, Mme Y. a donné naissance à deux nouveaux fils, R. et M. Et le 30 décembre 2006, elle accouchait d'une fille, F. Après ces trois accouchements, Mme Y. fut également recousue. Elle en a gardé des souvenirs très douloureux et suit aujourd'hui encore un traitement médicamenteux, en raison des problèmes gynécologiques consécutifs à l'excision. Après la naissance de sa fille, Mme Y. a rapidement subi les pressions de son conjoint et de sa belle-sœur, qui voulaient faire exciser l'enfant. Elle s'y est opposée.

Le 26 juin 2007, le mari de Mme Y. lui a expliqué que son demi-frère, O., avait disparu avec de l'argent volé à l'entreprise. Étant responsable des finances de l'entreprise, il craignait la réaction de ses deux partenaires. Deux jours plus tard, il se rendit au travail, avant de disparaître. Mme Y. se rendit donc chez sa belle-sœur, pour voir si elle savait où se trouvait son époux. À son retour chez elle, elle trouva son fils, N., mort dans la maison. D'après les dires d'une voisine, des miliciens auraient investi les lieux et tué l'enfant.

Début juillet 2007, Mme Y. quitta Mogadiscio pour gagner la Belgique, via le Kenya et un autre pays inconnu de Mme Y. Arrivée en Belgique le 30 juillet 2007, elle demanda l'asile le jour même.

¹ Certificat médical délivré par le Dr Vranken en date du 29 juillet 2008 à propos des mutilations génitales de type III subies par Mme Y.

Analyse de l'évaluation du besoin de Mme Y. de bénéficier de la protection internationale effectuée par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA)² et le Conseil du contentieux des étrangers³

Par son arrêt du 22 mai 2008, le Conseil du contentieux des étrangers (CCE) a déclaré irrecevable le recours déposé par Mme Y. contre la décision de refus rendue par le CGRA, au motif qu'il n'était pas accompagné du nombre de copies prévu par la loi. Le CCE n'a donc pas encore statué quant au besoin de protection de Mme Y. Le commissaire général nourrit toujours des doutes quant à la crédibilité de Mme Y., notamment pour ce qui touche à son origine.

Durant l'audition relative à l'évaluation de la procédure d'asile en commission de l'intérieur et des affaires administratives du Sénat, organisée le 24 mars 2009, le HCR et le Comité belge d'aide aux réfugiés (CBAR) ont remis en cause l'évaluation de la crédibilité du demandeur d'asile par le CGRA, ainsi que le pouvoir d'instruction limité dont dispose le Conseil du contentieux des étrangers :

« Au CGRA, dans la pratique, l'évaluation de la crédibilité prend souvent une place prépondérante, si pas exclusive dans l'examen de la demande d'asile et ne tient pas toujours assez compte du récit du demandeur, de son profil et de son éventuel besoin de protection.

L'audition se concentre trop souvent sur des questions de contrôle ayant trait à la géographie, à des faits considérés comme marquants, aux événements politiques récents, etc. Ces données ne correspondent cependant pas toujours à la réalité connue par les demandeurs d'asile, surtout par des personnes illettrées ou qui ont un niveau d'éducation bas, des personnes ayant un profil vulnérable ou provenant d'une région en conflit.

[...]

On peut se demander si, sans pouvoir d'instruction, le CCE dispose réellement de la possibilité d'exercer de manière qualitative sa compétence de plein contentieux et de réaliser un contrôle effectif des décisions du CGRA. »⁴

- **Nationalité et origine de Mme Y.**

- a) Analyse des rapports d'audition du CGRA et enquête du professeur Abbink⁵

Dans ses décisions datées du 7 mars 2008 et du 17 juillet 2009, le CGRA relève que Mme Y. n'a pas apporté de démonstration plausible de ce qu'elle possède réellement la nationalité somalienne et de ce qu'elle provient de Mogadiscio, ses connaissances sur la Somalie et Mogadiscio étant jugées insuffisantes. Ce constat est cependant relativisé par la décision du 17 juillet 2009, dans laquelle le CGRA note ce qui suit : « **Vous témoignez effectivement d'un certain niveau de connaissance sur la Somalie et Mogadiscio.** » Les auteurs ajoutent cependant que « cela se limite à des faits connus de tous. » Le CGRA n'en estime pas moins que « **cela ne suffit pas à remettre en cause, en tant que telles, ses origines somaliennes – voire son appartenance au groupe ethnique somali.** » Une lecture attentive des rapports d'audition permet de constater que Mme Y. dispose bel et bien d'un certain niveau de connaissance à propos des clans, de l'aéroport, de la mosquée et des seigneurs de la guerre. Elle précise par exemple le clan et le sous-clan dont elle et son mari provenaient. Elle peut citer le nom de quelques seigneurs de la guerre (Mohamed Aideed et Osman Ato) qui contrôlaient Medina lors de son séjour sur place, exposer leurs structures claniques respectives, mais ne peut préciser la durée de son séjour⁶. Elle connaît trois clans du groupe Hawiye, trois sous-clans des Darod et un sous-clan du groupe Abgal. Elle cite le nom de cinq présidents élus dans le passé et connaît leurs clans respectifs. Elle fournit le nom de cinq districts de Mogadiscio voisins de celui où elle résidait, mais ne peut dire s'ils sont limitrophes ou non du quartier de Medina, ne sachant pas précisément où se trouvent les limites des districts⁷. Elle donne le nom de la mosquée proche de son lieu de résidence, celui de l'aéroport voisin, etc. De la brève audition (de 9 h 10 à 10 h 15) organisée par le CGRA en date du 2 février 2009, il ressort que Mme Y. peut également citer le nom du marché où elle faisait ses emplettes, ainsi que celui d'un monument de Mogadiscio, élevé en l'honneur d'une femme

² Décisions de refus d'octroi du statut de réfugié et de celui de protection subsidiaire du 7 mars 2008 et du 17 juillet 2009.

³ Arrest nr. 11584 van 22 mei 2008 in de zaak RvV 24.499/IV [Arrêt n° 11 584 du 22 mai 2008 dans le dossier CCE 24.499/IV – uniquement disponible en néerlandais].

⁴ UNHCR, en collaboration avec le CBAR, Audition du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés par la commission de l'intérieur et des affaires administratives du Sénat de Belgique au sujet de l'évaluation de la nouvelle procédure d'asile, Bruxelles, le 24 mars 2009, p. 6-7.

⁵ Professeur d'ethnologie africaine, VU Universiteit, chercheur qualifié au Centre d'études africaines de Leiden.

⁶ Rapport d'audition CGRA, 9 janvier 2008, p. 11/20.

⁷ Rapport d'audition CGRA, 9 janvier 2008, p. 10/20.

membre des combattants pour la liberté⁸. Pourtant, le fait qu'elle ne puisse fournir les noms d'hôtels dans son district et qu'elle ne sache pas si des hôtels étaient encore ouverts en 2007 est mis en avant, dans la décision, pour justifier les doutes nourris quant à sa nationalité somalienne. On peut se demander dans quelle mesure le fait de connaître des hôtels peut être rattaché au quotidien et aux préoccupations de Mme Y., cette dernière étant analphabète, n'ayant jamais travaillé et ayant été contrainte de subvenir aux besoins de ses trois enfants dans une situation des plus précaires. Plutôt que d'insister sur les questions auxquelles Mme Y. n'a pu répondre, il faut tenir compte des informations qu'elle a bel et bien pu fournir. Il semble déraisonnable d'attendre de Mme Y. qu'elle fasse montre de connaissances géographiques et politiques détaillées.

Conscient que chaque dossier fait l'objet d'un traitement distinct, le HCR juge toutefois indiqué de renvoyer à l'arrêt du Conseil du contentieux des étrangers du 18 septembre 2008⁹, dans lequel le CGRA estimait également qu'on ne pouvait que douter du fait que la demandeuse ait habité dans la région concernée, compte tenu des connaissances insuffisantes dont elle témoignait vis-à-vis de la région. Dans ce dossier, le CCE avait constaté qu'on ne tenait pas suffisamment compte du profil de la demandeuse, une « ménagère qui passait l'essentiel de son temps chez elle pour s'occuper du ménage et de sa fille » et témoignait d'une connaissance convaincante des éléments liés à son quotidien, conjuguée à une maîtrise minimale des données géographiques et politiques.

La jurisprudence canadienne va dans le même sens. C'est ainsi que dans le dossier *Ullah, Khan Asad c. M.C.I.* du 22 novembre 2000, un demandeur d'asile d'origine pakistanaise et musulman chiite avait notamment été interrogé à propos de sa religion. En première instance, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CSIR) avait jugé que le demandeur n'était pas crédible : « 6. *According to the transcript of the hearing conducted before the Board, the main issues to be considered were the credibility of the Applicant, details of his knowledge of his religion and religious practice (...).* » [« 6. D'après la transcription de l'audition menée devant la Commission, les principaux problèmes à prendre en ligne de compte touchaient à la crédibilité du demandeur, à certains points liés à sa connaissance de sa religion et des pratiques y associées [...]. » (traduction non officielle)] « 9. [...] *The Board concluded that the Applicant demonstrated insufficient knowledge of his religion to demonstrate that his status as a Shia Muslim supports a well-founded fear of persecution [...].* » [9. [...] La Commission conclut que le demandeur a fait montre d'une connaissance insuffisante de sa religion pour justifier que sa qualité de musulman chiite permette de nourrir des craintes avérées de persécution [...] » (traduction non officielle)]. Le collaborateur de la CSIR chargé de ce dossier avait fait acter aux comptes rendus de l'audition qu'il connaissait particulièrement bien l'islam chiite. La Cour fédérale, saisie en appel, a annulé cette décision, estimant notamment ce qui suit : « *In the present case, it appears that the Board applied too high a standard to the Plaintiff's knowledge of his religion [...]. I have the impression that the Board erroneously expected the answers of the Applicant to questions about his religion to be equivalent to the Board's own knowledge of that religion.* »¹⁰ [« Il ressort, en l'espèce, que la Commission a appliqué au plaignant une norme trop élevée en matière de connaissance de sa religion [...]. J'ai le sentiment que la Cour s'attendait à tort à ce que les réponses du demandeur au sujet de la religion correspondent aux connaissances du commissaire au sujet de cette religion. » (traduction non officielle)]. Par analogie à cet arrêt, on peut affirmer, en l'espèce, qu'il est possible que le responsable du dossier dispose d'une connaissance très détaillée quant à la géographie, l'histoire et la situation politique de Mogadiscio et de la Somalie, sans qu'on puisse pour autant attendre qu'il en aille de même de Mme Y.

On peut ensuite renvoyer à l'étude commandée par le Comité belge d'aide aux réfugiés (CBAR) au professeur Abbink, du Centre d'études africaines de l'université de Leiden¹¹. Anthropologue et chercheur qualifié lié au Centre d'études en question, le professeur Abbink travaille également pour le département d'anthropologie socioculturelle de la faculté des sciences sociales de l'université d'Amsterdam. Grand connaisseur de la géographie de la Corne de l'Afrique – et plus précisément, de la Somalie, de Djibouti, de l'Érythrée, de l'Éthiopie et du Soudan –, il dispose par ailleurs d'une expertise thématique dans les domaines de

⁸ Rapport d'audition CGRA, 2 février 2009, p. 5/9.

⁹ Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, Arrest nr. 16056 van 18 september 2008 [Conseil du contentieux des étrangers, arrêt n° 16 056 du 18 septembre 2008 – disponible uniquement en néerlandais].

¹⁰ La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, Évaluation de la crédibilité lors de l'examen des demandes d'asile, 31 janvier 2004, disponible sur : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4638b1b22.html>, et G. WESTERVEEN, « De l'utilisation d'informations issues du pays d'origine dans la procédure d'asile », non édité., joint en annexe.

¹¹ Cf. <http://www.ascleiden.nl/>. Le Centre d'études africaines a pour objet de promouvoir la recherche scientifique sur l'Afrique subsaharienne, notamment dans le domaine des sciences sociales au sens large, y compris le droit. Il se donne notamment pour mission de diffuser les connaissances sur les sociétés et cultures africaines et a pour champ d'investigation les interactions entre recherche scientifique fondamentale et appliquée au regard des évolutions actuelles en Afrique.

l'anthropologie, de la culture, de l'ethnicité, de l'ethnographie, des relations interethniques et de la violence¹². Une expertise confirmée par de nombreuses publications¹³. Le CBAR a transmis au professeur Abbink, avec l'accord des demandeurs d'asile concernés, quatre dossiers administratifs de demandeurs déboutés pour manque de crédibilité quant à leur origine somalienne, et a soumis à son expertise la méthode d'investigation utilisée par le CGRA pour confirmer ou infirmer la provenance (récente) des demandeurs du centre ou du sud de la Somalie, ainsi que les conclusions y afférentes.

Concrètement, le professeur Abbink a été invité à vérifier, dans les quatre dossiers lui ayant été soumis :

- 1) si les questions posées lors des auditions étaient pertinentes et si les réponses avaient été correctement évaluées ;
- 2) quelles autres questions devraient éventuellement être posées ;
- 3) si l'évaluation des réponses fournies exigeait de disposer d'une expertise spécifique.

Dans sa réponse du 13 février 2008, le professeur Abbink juge que, contrairement aux conclusions du CGRA, « il ne fait aucun doute que ces quatre demandeurs d'asile ont séjourné dans le sud de la Somalie avant leur arrivée en Belgique. » Même si le dossier de Mme Y. n'a pas été soumis au professeur Abbink, ses conclusions n'en doivent pas moins être prises en considération, compte tenu du caractère général des questions posées par le CGRA dans les dossiers somaliens.

« Dans ces quatre cas, les auditions ont accordé une large place à la structure clanique et aux particularités géographiques de la ville, du lieu ou de la région de séjour des réfugiés, comme si ces derniers avaient en tête une carte détaillée des différents clans qui composent le peuple somalien. En d'autres termes, on leur a supposé, de façon déraisonnable, une connaissance trop importante des nombreuses classifications, segmentations et subdivisions qui parcourent les clans somaliens et dont 90 % de la population ignorent quasi tout. Ce qui ressort des récits des demandeurs d'asile est qu'ils connaissent bel et bien les appellations claniques revêtant une importance immédiate pour eux [...]. Il convient par ailleurs de ne pas oublier que nombre d'entre eux se trouvent en Belgique depuis longtemps déjà, qu'ils se sont distanciés de ce mode de pensée et que, en outre, les appartenances claniques revêtent une importance fluctuante dans le chaos qu'est la Somalie. En réponse à la question 1, on peut donc dire qu'il n'est pas toujours très pertinent de poser des questions sur les subdivisions claniques et qu'on y accorde beaucoup trop d'attention. [...] ». Il ajoute : « Pour ce qui est des toponymes, commerces, bâtiments publics, etc., il faut garder à l'esprit que nombre de Somaliens ne savent ni lire ni écrire et ne connaissent pas (ne peuvent connaître) les innombrables petits villages. »

Pour conclure, on peut affirmer que l'analyse des comptes rendus d'audition ne permet pas de mettre en avant suffisamment d'éléments pour douter de l'origine de Mme Y.

b) Carte d'identité somalienne – obligation de coopération – tromperie délibérée ?

Lors du dépôt de sa deuxième demande d'asile, Mme Y. a immédiatement admis que la carte d'identité somalienne présentée durant sa première procédure de demande d'asile était « falsifiée ». Il est dès lors incompréhensible que le CGRA parle, dans sa note, d'une tromperie délibérée des autorités. Mme Y., en effet, a fait cet aveu de sa propre initiative. Qui plus est, elle a déclaré, dès sa première audition devant le CGRA, que cette carte d'identité lui avait été fournie par son époux. N'ayant aucune idée de la façon dont ce dernier s'est procuré ce document¹⁴, elle a cependant reconnu qu'il pouvait s'agir d'un faux. Quoi qu'il en soit, le HCR a fait valoir à maintes reprises, dans des situations comparables, que la présentation d'un faux document ne suffisait pas pour refuser la protection internationale à un demandeur d'asile, renvoyant à cet égard à son Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, dans lequel on peut lire : « en elles-mêmes, des déclarations inexactes ne constituent pas une raison pour refuser le statut de réfugié et l'examineur a la responsabilité d'évaluer de telles déclarations à la lumière des diverses circonstances du cas. »¹⁵

À cet égard, le Conseil d'État a statué que « les contradictions et incohérences relevées par l'autorité compétente doivent être d'une importance telle qu'elles ne sont pas raisonnablement explicables et qu'elles

¹² <http://www.ascleiden.nl/GetPage.aspx?url=/about/gjabbink>

¹³ Cf. i.a. « Dervishes, moryaan and freedom fighters : cycles of rebellion and the fragmentation of Somali society, 1900-2000 », publié en 2003.

¹⁴ Rapport d'audition CGRA, 9 janvier 2008, p. 8/20.

¹⁵ Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, janvier 1992 (<http://www.unhcr.org/refworld/docid/3ae6b32b0.html>), par. 199.

justifie la certitude que le demandeur d'asile n'a pas la qualité de réfugié »¹⁶. L'arrêt de la Commission permanente de recours des réfugiés confirme ce point de vue et constate « qu'il y a lieu de rappeler que, sous réserve de l'application éventuelle d'une clause d'exclusion, la question à trancher au stade de l'examen de l'éligibilité au statut de réfugié se résume en définitive à savoir si le demandeur a ou non des raisons de craindre d'être persécuté du fait de l'un des motifs visés par la Convention de Genève ; Que si l'examen de crédibilité auquel il est habituellement procédé constitue, en règle, une étape nécessaire pour répondre à cette question, il faut éviter que cette étape n'occulte la question en elle-même ; Que dans le cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, le cas échéant en raison de fausses déclarations faites en cours de procédure, l'énoncé de ces doutes ou le constat de ces fausses déclarations ne dispense pas de s'interroger in fine sur l'existence d'une crainte d'être persécuté qui pourrait être établie à suffisance, nonobstant ces doutes ou ces fausses déclarations, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains. »¹⁷

Une ligne suivie par le Conseil du contentieux des étrangers : « Le Conseil rappelle pour sa part que, dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger in fine sur l'existence d'une crainte d'être persécuté qui pourrait être établie à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains. »¹⁸ À cet égard, il convient de souligner une fois encore que la négation d'éléments qui appuient les motifs de la demande d'asile est susceptible de constituer une violation de la Convention de 1951 relative au statut de réfugié et, en fonction des circonstances particulières du dossier, de conduire à une violation du principe de non-refoulement.¹⁹

En ce qui concerne l'**obligation de collaboration**, il faut signaler que, lors de la deuxième demande d'asile, Mme Y. a présenté, outre les éclaircissements spontanés relatifs à sa pièce d'identité, quantité de nouveaux documents :

- attestation datée du 22 juillet 2008 et délivrée par Mme Zahra Ali, assistante sociale auprès du Gams²⁰, certifiant que Mme Y. s'est présentée au jour susvisé afin d'inscrire sa fille pour un suivi ;
 - certificat médical délivré le 29 juillet par le Dr Vranken à propos des mutilations génitales de type III subies par Mme Y. ;
 - certificat médical délivré le 29 juillet par le Dr Vranken à propos de l'absence de mutilations génitales chez la fille de Mme Y. ;
 - déclaration (sous serment) de Mme Y., datée du 29 juillet 2008, dans laquelle cette dernière s'engage à protéger sa fille contre toute forme de circoncision (enregistrée par la présidente du Gams Belgique).
- Il ressort de ce qui précède que Mme Y. a satisfait à son obligation de collaboration.

c) Analyse linguistique

Le rapport d'analyse linguistique du 20 mai 2009 constate à trois reprises qu'il est « impossible, sur la base des données disponibles, de parvenir à une conclusion » ou encore qu'il est « impossible de se prononcer sur l'appartenance ethnique avancée par la demandeuse sur la seule base de ses propos. »

Pourtant, le CGRA renvoie, dans sa décision de refus du 17 juillet 2009, à une remarque émise dans le rapport en question selon laquelle Mme Y. « parle une forme de somali courant dans le nord de la Somalie et en Éthiopie. » Le CGRA rejette cependant l'explication avancée par l'analyste, qui estime que « cela pourrait correspondre au parcours exposé par la demandeuse, qui affirme avoir séjourné dans le nord de la Somalie et en Éthiopie durant une bonne part de sa socialisation. »

Évoquant plus avant l'analyse linguistique, le CGRA pointe également des « déclarations contradictoires liées aux lieux de résidence » de Mme Y. Il faut tout d'abord noter que la comparaison entre les comptes rendus d'audition et le récit repris dans le rapport d'analyse linguistique ne fait ressortir qu'une contradiction mineure. Mme Y. aurait déclaré au CGRA avoir vécu à Mogadiscio jusqu'à l'âge de 10 ans, avant de s'établir avec sa famille à Zeylac (Saylac), dans le nord du pays, puis de fuir vers Dire Dawa, à l'âge de 16 ans, pour éviter un mariage forcé. Elle aurait donc séjourné pendant six ans dans le nord de la Somalie. Or, durant l'analyse

¹⁶ Conseil d'État, arrêt n° 103.860 du 21 février 2002.

¹⁷ CPRR n° 03-3310/F1756, 4 mars 2005 (voir dans ce sens : Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, HCR, Genève, 9/1979, n° 197 et sv.).

¹⁸ Conseil du contentieux des étrangers, arrêt n° 17.500 du 23 octobre 2008 dans l'affaire X/° chambre.

¹⁹ UN High Commissioner for Refugees, *Submission by the United Nations High Commissioner for Refugees in the Case Between Mir Isfahani and the Netherlands – Application 31252/03*, May 2005. Appl. No. 31252/03. Online. UNHCR Refworld, disponible sous : <http://www.unhcr.org/refworld/pdfid/454f5e484.pdf>, par. 41.

²⁰ <http://www.gams.be/>

linguistique, Mme Y. aurait déclaré avoir vécu pendant quatre ans dans le nord de la Somalie, avant de fuir à Dire Dawa à l'âge de 16 ans. Elle aurait alors vécu à Mogadiscio jusqu'à 12 ans, et non jusqu'à 10 ans. Pour le reste, les deux récits consignés sont rigoureusement identiques.

Il faut ensuite faire remarquer que le responsable du dossier a explicitement signalé à Mme Y. et à son avocat que l'analyse linguistique avait pour seul but d'analyser la langue de la demandeuse et qu'il ne serait tenu compte de la teneur des propos tenus. Il semblerait pourtant que tel ait bien été le cas. Or, durant l'analyse, l'avocat n'a reçu la traduction ni des questions posées, ni des réponses fournies, si bien qu'il lui a été impossible de suivre l'entretien et, le cas échéant, d'intervenir afin d'obtenir des éclaircissements. En outre, le responsable du dossier n'a à aucun moment confronté Mme Y. à cette contradiction.²¹ Ce n'est qu'après la décision de refus signifiée par le CGRA que Mme Y. a pu déclarer avoir toujours affirmé qu'elle avait vécu à Mogadiscio jusqu'à l'âge de 12 ans, mais qu'il y avait sans doute eu confusion avec la période des dix dernières années (de 1997 à 2007), au cours de laquelle Mme Y. a séjourné à Mogadiscio.

L'analyste linguistique note par ailleurs qu'on ne « voit pas bien pourquoi une personne originaire du nord de la Somalie aurait déménagé vers Mogadiscio en 1997. » De telles remarques factuelles ne sont pas du ressort d'un analyste linguistique, appelé à analyser la langue et non les causes et circonstances qui ont poussé une personne à résider dans une région donnée. En outre, Mme Y. avance une explication plausible à cet état de fait, ayant suivi son époux, qui commerçait entre Mogadiscio et Dire Dawa et était originaire de cette première ville.

De plus, on peut lire dans l'« annexe technique à l'analyse linguistique », jointe au rapport par l'analyste linguistique, que « l'analyse linguistique n'est en aucune sorte une *enquête visant à déterminer la nationalité ou l'identité de la personne concernée*. Elle ne permet pas de se prononcer sur le lieu de naissance de cette dernière, pas plus que sur la ou les régions où celle-ci a séjourné pour quelque temps (par exemple, au cours des premières années de sa vie seulement). L'analyse linguistique ne permet bien souvent pas davantage de déterminer si la personne a quitté sa région d'origine depuis peu ou longtemps. » Pourtant, le CGRA recourt à cette analyse pour conclure qu'il est peu plausible que Mme Y. soit de nationalité somalienne.

Enfin, il est permis, dans ce type de dossiers, de s'interroger sur la pertinence de l'analyse linguistique pour confirmer qu'une personne est bel et bien originaire de Mogadiscio. En effet, Mme Y. a toujours affirmé avoir une mère d'origine éthiopienne et avoir grandi, à partir de ses 12 ans, dans le nord de la Somalie et en Éthiopie, ce qui ne peut qu'avoir eu une influence sur son vocabulaire et son accent. On peut renvoyer, en la matière, à un jugement rendu par le tribunal d'Arnhem le 18 octobre 2004, dans lequel les magistrats constataient que l'analyse linguistique ne permettait pas de rattacher la demandeuse d'asile aux Reer Hamar, dès lors qu'elle ne maîtrisait pas la langue Af Reer Hamar. Or, la demandeuse en question n'avait jamais déclaré maîtriser cette langue, ayant été élevée en dehors du territoire de ce clan. Le recours a été jugé fondé et la demandeuse bénéficie depuis lors de la protection aux Pays-Bas.²²

d) Obtention de la nationalité éthiopienne

D'après la décision de refus rendue par le CGRA en date du 7 mars 2008, Mme Y. peut obtenir la nationalité éthiopienne, car sa mère jouit de cette nationalité. Le CGRA renvoie à ce sujet à la *Ethiopian Nationality Proclamation [proclamation relative à la nationalité éthiopienne (traduction non officielle)] du 23 décembre 2003*²³. Cette loi prévoit en effet, en son article 3, que « Any person shall be an Ethiopian national by descent when both or either of his parent is Ethiopian » [toute personne sera de nationalité éthiopienne si l'un – ou les deux – de ses parents sont éthiopiens (traduction non officielle)].

D'après l'article 13 de la loi somalienne sur la nationalité²⁴, toute femme épousant un sujet somalien se voit accorder la nationalité somalienne²⁵. Or, les articles 4 et 5 de la loi éthiopienne sur la nationalité de 1930²⁶

²¹ Pourtant, l'article 17 de l'AR du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement exige de l'agent responsable qu'il confronte le demandeur d'asile avec les contradictions constatées dans ses déclarations. Bien que cette disposition concerne les contradictions constatées dans les déclarations faites durant les auditions devant l'Office des étrangers et le CGRA, on peut se demander pourquoi le droit de confrontation est explicitement évoqué et pourquoi dès lors il ne s'appliquerait pas dans le cadre de l'analyse linguistique.

²² Rb Arnhem n° 03/19.096 du 18 octobre 2004.

²³ Proclamation on Ethiopian Nationality, No. 378 of 2003 [Ethiopia], 378/2003, 23 December 2003, disponible sous : <http://swigea56.hcrnet.ch/refworld/pdffd/409100414.pdf>.

²⁴ Law No. 28 of 22 December 1962 – Somali Citizenship [Somalia], 22 January 1963, disponible sous : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/3ae6b50630.html>.

prévoient que toute femme éthiopienne qui épouse un étranger et obtient la nationalité de son conjoint se voit déchue de sa nationalité éthiopienne. Il découle de ce qui précède que la mère de Mme Y. a perdu sa nationalité éthiopienne au moment de l'acquisition de la nationalité somalienne par la voie du mariage. Par conséquent, Mme Y. n'a jamais eu la nationalité éthiopienne par filiation et ne pourrait l'obtenir que par voie de droit, sur la base de l'article 4 de la *Proclamation on Ethiopian Nationality*. Dans un tel cas, les conditions visées à l'article 5 (« *Conditions To Be Fulfilled* » [conditions à remplir (traduction non officielle)]) sont d'application, ce qui exige entre autres :

« 2/have established his domicile in Ethiopia and have lived in Ethiopia for a total of at least four years preceding the submission of his application [d'avoir élu domicile en Éthiopie et d'y avoir vécu pour une durée totale de quatre ans au moins avant le dépôt de la demande de naturalisation (traduction non officielle)] ;

4/have sufficient and lawful source of income to maintain himself and his family [de disposer de sources de revenus légales et suffisantes pour assurer sa subsistance et celle de sa famille (traduction non officielle)] ;

7/be able to show that he has been released from his previous nationality or the possibility of obtaining such a release upon the acquisition of Ethiopian nationality or that he is a stateless person [d'être en mesure de démontrer la répudiation d'une nationalité antérieure ou la possibilité d'obtenir cette répudiation à l'acquisition de la nationalité éthiopienne, ou encore de faire état du statut d'apatride (traduction non officielle)]. »

Il n'est pas satisfait à ces trois conditions. L'exigence de résidence légale est extrêmement difficile à satisfaire pour une somalienne musulmane. En effet, les groupes ethniques actuellement au pouvoir en Éthiopie sont les chrétiens Tigraya et Amhara, qui ne sont pas favorables à une présence accrue sur leur territoire de musulmans somaliens, souvent perçus comme des partisans potentiels du Front de libération nationale de l'Ogaden, région qui avait encore été l'objet d'une offensive militaire en juin 2007²⁷. Faute d'une résidence légale, toute source de revenus légale est également impossible.

Sans oublier le statut de mère seule avec trois enfants à charge. En tout état de cause, il convient avant tout d'examiner dans quelle mesure Mme Y. nourrit une crainte fondée de persécution ou court un risque réel de dommages graves en raison du pays dont elle a la nationalité et non du pays dont elle pourrait éventuellement obtenir la nationalité. Mme Y. ayant séjourné plusieurs années en Éthiopie, on peut effectivement se demander si, en l'espèce, ce pays pourrait constituer un « pays tiers sûr ».

La mise en œuvre des concepts de « premier pays d'asile » et de « pays tiers sûr » ressortit en fait à l'examen de la recevabilité d'une demande d'asile donnée. Les règles relatives à la bonne application de ces concepts sont décrites aux articles 25 à 27 de la directive « procédure ». En vertu de l'article 26 de la directive en question, un pays ne peut être considéré comme premier pays d'asile que « si le demandeur :

a) s'est vu reconnaître la qualité de réfugié dans ce pays et peut encore se prévaloir de cette protection, ou

b) jouit, à un autre titre, d'une protection suffisante dans ce pays, y compris du bénéfice du principe de non-refoulement,

à condition qu'il soit réadmis dans ce pays. »

Dans ses commentaires sur le projet de directive en question²⁸, le HCR accueille positivement l'exigence qu'un pays ne soit considéré comme un premier pays d'asile que si le réfugié peut encore se prévaloir de la protection des autorités du pays concerné. Il fait toutefois remarquer que le terme « protection suffisante » mentionné à l'article 26, point b, n'est pas défini et qu'il peut ne pas représenter une garantie ou un critère adéquat lorsque l'on examine si un demandeur d'asile ou un réfugié peut être renvoyé en toute sécurité vers un pays de premier

²⁵ « Article 13. Married Women. 1. Any woman who is not a citizen and marries a citizen shall acquire Somali citizenship. » [Article 13. Femmes mariées. 1. Toute femme non ressortissante qui épouse un ressortissant somalien acquiert la citoyenneté somalienne. (traduction non officielle)]

²⁶ Ethiopian Nationality Law of 1930 [Ethiopia], 22 July 1930, Disponible sous : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/3ae6b52ac.html>.

²⁷ United Kingdom : Home Office, Operational Guidance Note : Ethiopia, March 2009, disponible sous : <http://swigea56.hcrnet.ch/refworld/pdfid/49c39cc72.pdf>, p. 2 : « 2.6 In June 2007, the Ethiopian government launched a military offensive in the eastern part of the country (the Somali region) in response to increasing attacks by the Ogaden National Liberation Front (ONLF), an armed opposition group demanding self determination for the region. » [En juin 2007, le gouvernement éthiopien a lancé une offensive militaire dans la partie orientale du pays (la région somali) pour répondre aux attaques toujours plus nombreuses du Front de libération nationale de l'Ogaden (FLNO), groupe d'opposition armée revendiquant l'autodétermination pour la région (traduction non officielle)].

²⁸ UN High Commissioner for Refugees, UNHCR Provisional Comments on the Proposal for a Council Directive on Minimum Standards on Procedures in Member States for Granting and Withdrawing Refugee Status (Council Document 14203/04, Asile 64, of 9 November 2004), 10 February 2005. Online. UNHCR Refworld, disponible sous : <http://www.unhcr.org/refworld/pdfid/42492b302.pdf>, p. 34-35.

asile. Le HCR estime que la protection devrait être effective et disponible en pratique. L'Office recommande donc d'employer le terme « protection effective » dans la législation nationale et suggère l'introduction de points de repère explicites, conformément aux normes énoncées dans la Convention de 1951 et dans les conclusions de Lisbonne sur la « protection effective »²⁹.

Ce n'est qu'après examen des critères visés à l'article 26, paragraphe 1, de la directive « procédure » que peut éventuellement être entamé un examen plus approfondi des conditions qui prévalent dans le « premier pays d'asile ». À cet égard, l'article 26, paragraphe 2, de la directive prévoit que les États membres peuvent, en appliquant le concept de premier pays d'asile à la situation personnelle d'un demandeur d'asile, tenir compte des dispositions de l'article 27, paragraphe 1, selon lesquelles les États membres ne peuvent appliquer le principe de pays tiers sûr que lorsque les autorités compétentes ont acquis la certitude que, dans le pays tiers concerné, le demandeur d'asile sera traité conformément aux principes suivants :

- a) les demandeurs d'asile n'ont à craindre ni pour leur vie ni pour leur sécurité en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social particulier ou de leurs opinions politiques,
- b) le principe de non-refoulement est respecté, conformément à la Convention de Genève,
- c) l'interdiction, prévue par le droit international, de prendre des mesures d'éloignement contraires à l'interdiction de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants, y est respectée, et
- d) la possibilité existe de solliciter la reconnaissance du statut de réfugié et, si ce statut est accordé, de bénéficier d'une protection conformément à la Convention de Genève.

La première de ces conditions n'est pas satisfaite. Mme Y. fait partie du groupe social des musulmanes seules d'origine somalienne. Par ailleurs, la crainte nourrie par Mme Y. de voir sa fille soumise à des mutilations génitales est fondée, en Éthiopie aussi.

• Craintes de persécution/besoin de bénéficier de la protection internationale

Après la naissance de sa fille, le 30 décembre 2006, Mme Y. a rapidement subi les pressions de son conjoint et de sa belle-sœur, A., qui voulaient faire exciser l'enfant. La conviction existe en effet qu'une fille non excisée ne trouvera jamais de mari, sera considérée comme « impure » et rejetée par la communauté³⁰. De plus, Mme Y. soutient qu'en tant que femme seule, elle n'avait, dans la société somalienne, pas le droit de faire valoir son avis sur l'excision de sa fille. Dans ce contexte, et comme le montrent les nouvelles pièces avancées, elle a pris contact avec l'antenne belge de l'organisation Gams et a déclaré vouloir protéger sa fille contre la souffrance qu'elle avait elle-même endurée. Elle estime impossible de protéger sa fille contre ces pratiques en Somalie et, par extension, en Éthiopie.

Le refus de Mme Y. de soumettre sa fille à des mutilations génitales et d'accepter le mariage qu'on voulait lui imposer dans sa jeunesse en disent long sur sa personnalité, que le Guide invite à apprécier : « 40. *La prise en considération de l'élément subjectif implique nécessairement une appréciation de la personnalité du demandeur, étant donné que les réactions psychologiques des individus ne sont pas forcément identiques dans les mêmes circonstances.* »³¹

²⁹ UN High Commissioner for Refugees, Summary Conclusions on the Concept of « Effective Protection » in the Context of Secondary Movements of Refugees and Asylum-Seekers (Lisbon Expert Roundtable, 9-10 December 2002), February 2003. Online. UNHCR Refworld, disponible sous : <http://www.unhcr.org/refworld/pdfid/3fe9981e4.pdf>.

³⁰ United Kingdom : Home Office, Operational Guidance Note : Somalia, March 2009, disponible sous : <http://swigea56.hcrnet.ch/refworld/pdfid/49ca0a132.pdf>, p. 22 : « 3.11.3 *In Somalia, genital mutilation is not a rite of passage that marks the transition from child to adult. The practice is linked to tradition and notions about purity, virginity and control of unwanted sexuality.* » [En Somalie, la mutilation génitale n'est pas un rituel de passage marquant la transition de l'enfance à l'âge adulte, mais une pratique liée à la tradition et à des notions touchant à la pureté, à la virginité et au contrôle de toute sexualité non désirée (traduction non officielle)]

³¹ Voir aussi, à ce sujet : « Conclusions sur la protection internationale, n° 39 (XXXVI) – 1985, Les femmes réfugiées et la protection internationale », 18 octobre 1985 : « k) *Reconnaît que les États, dans l'exercice de leur souveraineté, sont libres d'adopter l'interprétation selon laquelle les femmes en quête d'asile soumises à des traitements cruels ou inhumains pour avoir transgressé les coutumes de la communauté où elles vivent peuvent être considérées comme appartenant à un "certain groupe social", aux termes de l'article premier, A.2 de la Convention des Nations Unies de 1951 relative au Statut des réfugiés.* »

Somalie³²

La discrimination des femmes est très répandue au sein de la société somalienne. De même, la violence à leur rencontre et les abus dont sont victimes les enfants demeurent des problèmes graves. La mutilation génitale y revêt un caractère quasi universel : 98 % des femmes subissent la circoncision, surtout pratiquée – d’après l’UNICEF – sur les filles de 4 à 11 ans. Dans la majorité des cas, il s’agit d’infibulation, la forme la plus grave de circoncision féminine. Cette pratique est illégale dans le Puntland et le Somaliland, mais la loi n’est pas appliquée. Malgré les efforts des ONG actives dans ce domaine, on ne dispose d’aucune statistique fiable permettant de démontrer le succès de ces activités. Certaines femmes pourraient protéger leurs filles contre cette pratique, si elles bénéficiaient du soutien de leur mari et que ce dernier jouissait d’un certain crédit au sein de la communauté. Ce n’est pas le cas en l’espèce, dès lors que le conjoint (disparu) était partisan de la circoncision et tenait non seulement à ce que sa fille soit circoncise, mais aussi à ce que sa femme soit recousue après chaque accouchement. Il n’existe par ailleurs aucune possibilité de fuite à l’intérieur du pays : « *some women relocating within Somalia to escape an individualised threat of FGM or to escape so that their daughters do not have to undergo the procedure may encounter a lack of acceptance by others in a new environment as well as a lack of accommodation etc which may make internal relocation unduly harsh.* » [« certaines femmes qui fuient à l’intérieur du territoire somalien pour échapper à une menace précise de mutilation génitale féminine ou pour éviter à leurs filles d’être victimes de ces pratiques peuvent se voir rejetées dans leur nouvel environnement, ne pas trouver de logement, etc. Tant et si bien que toute réinstallation à l’intérieur du pays est particulièrement difficile »]. (traduction non officielle)]³³

Éthiopie³⁴

Bien que les femmes et les jeunes filles endurent quotidiennement des violences à caractère sexuel, ces faits ne sont pas toujours rapportés, en raison de la honte, de la peur ou de l’ignorance de la victime. Le risque de circoncision est important en Éthiopie aussi et la majorité des femmes et jeunes filles du pays y ont subi l’une ou l’autre forme de circoncision. La plupart du temps, on pratique une clitoridectomie à la naissance et une infibulation au moment de la puberté. En dépit des sanctions prévues par le Code pénal, qui vont de la simple amende à la peine de prison, jamais encore une procédure n’a été intentée pour mutilation génitale.

D’après les déclarations de Mme Y., elle ne pourrait se soustraire à la pression de la communauté, par exemple à Dire Dawa, où vivent quantité de Somaliens. Ailleurs en Éthiopie, elle ne bénéficierait, en tant que femme seule, d’aucune aide familiale pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses enfants et serait stigmatisée en tant que femme somalienne.

Conclusion

Le Commissaire général doute de la crédibilité de Mme Y. et refuse de lui reconnaître, à elle et ses enfants, le statut de réfugié et celui de protection subsidiaire. Malgré la présentation d’une fausse pièce d’identité et des connaissances géographiques et politiques limitées, le HCR juge que le doute qui entoure sa nationalité somalienne n’est pas suffisamment étayé dans le dossier administratif et l’analyse linguistique. L’enquêteur est tenu d’évaluer les déclarations du demandeur d’asile à la lumière de toutes les circonstances qui entourent la

³² United Kingdom : Home Office, Operational Guidance Note : Somalia, March 2009, disponible sous : <http://swigea56.hcrnet.ch/refworld/pdfid/49ca0a132.pdf>, p. 22-25. United States Department of State, 2008 Country Reports on Human Rights Practices – Somalia, 25 February 2009, disponible sous : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/49a8f153c.html>. Le rapport du Home Office plus spécifiquement consacré aux mutilations génitales confirme lui aussi qu’en dépit des instruments juridiques internationaux contre les mutilations génitales et, par exemple, de l’interdiction de telles mutilations au Puntland, cette pratique est ancrée dans la culture somalienne et demeure d’application. Cf. United Kingdom : Home Office, Female Genital Mutilation (FGM), 20 June 2008, disponible sous : <http://swigea56.hcrnet.ch/refworld/pdfid/48776e342.pdf>, p. 53.

³³ United Kingdom : Home Office, Operational Guidance Note : Somalia, March 2009, disponible sous : <http://swigea56.hcrnet.ch/refworld/pdfid/49ca0a132.pdf>, p. 23, paragraphe 3.11.11.

³⁴ United Kingdom : Home Office, Operational Guidance Note : Ethiopia, March 2009, disponible sous : <http://swigea56.hcrnet.ch/refworld/pdfid/49c39cc72.pdf>. United States Department of State, 2008 Country Reports on Human Rights Practices – Ethiopia, 25 February 2009, disponible sous : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/49a8f18ea5.html>. United Kingdom : Home Office, Female Genital Mutilation (FGM), 20 June 2008, disponible sous : <http://swigea56.hcrnet.ch/refworld/pdfid/48776e342.pdf>, p. 27.

demande. Dès lors que la conclusion qu'il tire de l'analyse des faits à la base de la demande d'asile et de l'impression personnelle qu'il se fait du demandeur entraîne une décision porteuse de conséquences pour des vies humaines, il se doit d'appliquer les critères dans un esprit de justice et de compréhension³⁵. Il convient, à cet égard, de souligner le caractère déclaratoire que revêt la reconnaissance du statut de réfugié³⁶ : une personne ne devient pas réfugié parce qu'elle est reconnue comme telle, mais elle est reconnue comme telle parce qu'elle est réfugié³⁷.

Le HCR estime qu'on ne peut conclure que Mme Y. n'est pas de nationalité somalienne, dès lors qu'elle a pu répondre aux questions liées à son quotidien. Il demande aussi que soit tenu compte du profil particulier de Mme Y., femme seule et sans qualification. Après examen des législations éthiopienne et somalienne relatives à la nationalité, il apparaît plus que vraisemblable que tant Mme Y. que sa fille F. sont de nationalité somalienne. L'élément déterminant en la matière est que l'origine somalienne de Mme Y. – ou son appartenance au groupe ethnique des Somalis – n'est pas expressément remise en question dans la décision du Commissaire général.

En tout état de cause, le HCR désire souligner que l'examen de l'origine de la demandeuse n'exonère pas les instances responsables de se demander si son retour au pays, en l'occurrence en Somalie, fait naître des craintes fondées de persécution en raison de l'appartenance de Mme Y. au groupe social des musulmanes seules d'origine somalienne. D'autant plus que Mme Y. n'entend pas respecter les coutumes de sa communauté. Sa petite fille appartient elle aussi à un groupe social déterminé, à savoir les petites filles somaliennes n'ayant pas encore subi de mutilations génitales. L'examen de l'origine de la demandeuse n'exonère pas davantage les autorités d'un examen approfondi relatif à l'application éventuelle du principe de « pays tiers sûr » à l'Éthiopie.

Le HCR rappelle enfin son avis du 2 novembre 2005 relatif au retour des ressortissants somaliens en Somalie³⁸. Toujours d'application, cet avis constatait que les demandeurs d'asile originaires du sud et du centre de la Somalie avaient besoin de la protection internationale (« *asylum-seekers originating from southern and central Somalia are in need of international protection* »). Chacun sait que la situation somalienne s'est détériorée en 2009³⁹.

³⁵ Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, janvier 1992 (<http://www.unhcr.org/refworld/pdfid/3ae6b32b0.pdf>), par. 202 : « *Étant donné que ses conclusions au sujet des circonstances de l'affaire et que l'impression personnelle que lui aura faite le demandeur conduiront l'examineur à prendre une décision qui peut être vitale pour des êtres humains, celui-ci doit appliquer les critères dans un esprit de justice et de compréhension. Bien entendu, l'examineur ne doit pas se laisser influencer dans son jugement par des considérations personnelles, par exemple que l'intéressé n'est pas 'méritant'* ».

³⁶ Directive 2004/83/CE du Conseil, du 29 avril 2004, concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts, JO L 304 du 30 septembre 2004, p. 13, considérant 14.

³⁷ Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, janvier 1992 (<http://www.unhcr.org/refworld/pdfid/3ae6b32b0.pdf>), par. 28 : « *Une personne ne devient pas réfugié parce qu'elle est reconnue comme telle, mais elle est reconnue comme telle parce qu'elle est réfugié.* »

³⁸ UN High Commissioner for Refugees, *UNHCR Advisory on the Return of Somali Nationals to Somalia*, 2 November 2005, disponible sous : <http://www.unhcr.org/refworld/pdfid/437082c04.pdf>.

³⁹ UN High Commissioner for Refugees, *Update on UNHCR's operations in Africa – Executive Committee 2009*, September 2009, disponible sous : <http://www.unhcr.org/4ab390bf9.pdf> : « *The situation in Somalia has continued to deteriorate. Attacks and threats against aid workers, including UN staff, further restricted humanitarian access to increasing numbers of people in need of basic assistance. Since fighting resumed in May 2009, around 260,000 Somalis have fled from the capital, many trying to find refuge in neighbouring countries.* » [La situation en Somalie continue de se détériorer. Les attaques et menaces à l'encontre des travailleurs humanitaires, y compris les collaborateurs des Nations unies, ont restreint davantage encore l'accès à l'aide humanitaire pour un nombre croissant de personnes dans la détresse la plus complète. Depuis la reprise des combats en mai 2009, près de 260 000 Somaliens ont fui la capitale et tenté, pour la plupart, de trouver refuge dans les pays voisins. (traduction non officielle)]

Le HCR invite le Conseil du contentieux des étrangers à examiner le recours intenté par Mme Y. avec l'attention nécessaire, conformément à l'article 8, paragraphe 2, de la directive « procédures »⁴⁰, qui définit les exigences en matière de traitement des demandes d'asile : « *Les États membres font en sorte que les décisions sur les demandes d'asile soient prises par les autorités responsables à l'issue d'un examen approprié. À cet effet, ils veillent à ce que : [...] (b) des informations précises et actualisées soient obtenues auprès de différentes sources, telles que le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), sur la situation générale existant dans les pays d'origine des demandeurs d'asile et, le cas échéant, dans les pays par lesquels les demandeurs d'asile ont transité, et à ce que le personnel chargé d'examiner les demandes et de prendre les décisions ait accès à ces informations ; (c) le personnel chargé d'examiner les demandes et de prendre les décisions ait une connaissance appropriée des normes applicables en matière d'asile et de droit des réfugiés.* » Il pourrait être utile de renvoyer cette affaire devant une juridiction composée de trois magistrats.

⁴⁰ Directive 2005/85/CE du Conseil du 1^{er} décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres, JO L 326 du 13 décembre 2005, p. 13.